

Délocalisation en Moselle: "déstabilisation" de la statistique publique (syndicats)

Les syndicats d'organismes de statistique publique (Dares, Drees, Insee...) ont dénoncé jeudi "une déstabilisation" de ce secteur après l'annonce de Nicolas Sarkozy d'une délocalisation d'emplois publics en Moselle, département le plus touché par les restructurations de l'armée.

Des élus de Moselle, reçus mardi à l'Élysée, ont indiqué que M. Sarkozy leur avait promis des mesures destinées à compenser le départ du département de plusieurs unités de l'armée, dont la délocalisation de 1.500 emplois publics, notamment d'administratifs dans les statistiques nationales.

Ces délocalisations doivent notamment permettre la création d'un pôle statistique d'un millier d'emplois à Metz, a-t-on précisé à l'Élysée.

Critiquant une "décision prise pendant l'été, sans aucune concertation et en ignorant complètement l'organisation et la dynamique de la statistique publique", les syndicats ont estimé dans un communiqué que "c'est un nouveau coup que M. Sarkozy souhaite porter à la statistique publique, qui informe en toute impartialité sur les réalités du pays".

Les syndicats des statisticiens de l'Insee et des ministères du Travail, de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Économie et de l'Agriculture ont observé que "M. Sarkozy ne s'est pas gêné pour critiquer régulièrement de façon démagogique des résultats statistiques qui ne venaient pas illustrer son discours politique".

"La délocalisation rapide et massive d'emplois annoncée ne peut que déstabiliser le système statistique public, et affaiblir la qualité de l'information statistique publique produite. Cela favorisera encore une pratique politique de décisions qui repose sur le fait du prince et non sur des informations objectives", selon cette intersyndicale.

A leurs yeux, le rapport commandé par le gouvernement au directeur général de l'Insee et au vice-président du Conseil national de l'information statistique (CNIS) a "pour objet de mettre en oeuvre la décision de délocalisations".

Les syndicats de la statistique publique "sont déterminés à lutter pour préserver la qualité d'une statistique publique forte au plan national régional et local", selon le communiqué.